

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Boillot Exploitation Carrières

La Grange Mathieu
25620 La Chevillotte

Références : EB/MLM/2025/L_405
Code AIOT : 0005901732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement Société Boillot Exploitation Carrières implanté Bois du Mont 39350 Taxenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée a été effectuée à la suite de plusieurs plaintes relatives aux émissions de poussières dans l'air liées à l'activité de la carrière. Elle a permis de contrôler le dispositif de surveillance environnementale mis en place par l'exploitant portant sur les vibrations, les poussières et les rejets dans l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Boillot Exploitation Carrières
- Bois du Mont 39350 Taxenne

- Code AIOT : 0005901732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SBEC (Société Boillot Exploitation Carrières) est autorisée à exploiter une carrière de roche massive par arrêté préfectoral du 16 février 2005 pour une durée de 15 ans, prolongée et modifiée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 juillet 2021, du 31 mai 2023, du 24 avril 2024, du 19 décembre 2024 et du 29 septembre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Tirs de mines (procédure de sécurité)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Niveau de production	AP Complémentaire du 19/12/2024, article 2	Sans objet
4	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 7	Sans objet
5	Tirs de mines (surveillance)	AP Complémentaire du 24/04/2024, article 4.1	Sans objet
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant assure la surveillance sur l'environnement de sa carrière conformément aux dispositions réglementaires. Les résultats des mesures de vibrations, des émissions de poussières et des rejets dans l'eau sont conformes à la réglementation en vigueur. En revanche, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :

- une clôture inefficace permettant l'intrusion de personnes étrangères au site ;
- l'absence de pancartes tous les 100 mètres indiquant la présence de la carrière et l'interdiction de pénétrer ;
- l'insuffisance de l'information des tirs de mines à la mairie de la commune de Taxenne ;
- l'absence de procédure de sécurité concernant les opérations de foration et de minage de la carrière ;
- des opérations de brûlage à l'air libre.

Pour toutes ces raisons, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• [...] une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, qui enfermera et interdira l'exploitation et en particulier toute zone dangereuse (excavations,...) de la phase en cours. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;• [...] des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès. [...] Ces travaux doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : <u>Non-conformités</u> : Le jour de la visite, l'inspection constate que la clôture est inefficace à plusieurs endroits, permettant l'accès aux personnes étrangères sur le site (constatées le jour de la visite d'ailleurs). De plus, les pancartes indiquant l'existence de la carrière et l'interdiction formelle d'y pénétrer pour toute personne extérieure à l'entreprise ne sont pas installées à intervalles réguliers de 100 mètres le long de la clôture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra des photographies de la clôture et des pancartes au format JPEG, le format HEIC précédemment fourni en dernier lieu par l'exploitant le 18 novembre 2025 ne pouvant pas être lu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Niveau de production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Production
Prescription contrôlée :
Rubrique 2510-1 : Exploitation de carrière ou extraction de matériaux (Régime : A). Production annuelle maximale : 100 000 t/an.
Constats :
D'après les déclarations GEREP, l'exploitant a extrait : <ul style="list-style-type: none"> • pour l'année 2022 : 25 633 tonnes ; • pour l'année 2023 : 45 438 tonnes ; • pour l'année 2024 : 99 400 tonnes. La prescription est respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<i>Remarque :</i> l'exploitant a fourni à l'inspection pour l'année 2025 un bilan des produits commercialisés et non des produits extraits. Il veillera à suivre la production des matériaux <u>extraits</u> , afin de s'assurer du respect de la prescription qui est applicable à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mine
Prescription contrôlée :
L'exploitation est réalisée en une phase de 2 ans (plan en annexe 1). L'exploitation se poursuit vers le nord conduisant alors à trois gradins (deux de 15 m et un de 10 m de hauteur). Les matériaux sont extraits par des tirs de mines. Les tirs font appel à la méthode des micro-retards. L'exploitant doit définir un plan de tir. Ce plan doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer

<p>la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>L'exploitant informe les riverains préalablement aux tirs de mines (entre 5 à 2 jours avant la réalisation de ceux-ci). Un courrier est également adressé en mairie de Taxenne pour information.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans de tirs de mines pour l'année 2025 ont été présentés à l'inspection. Les mesures des vibrations sont effectuées à chaque tir.</p> <p>Dans son rapport du 21 mai 2024 relative à la visite de la carrière le 20 mars 2024, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il convient de procéder aux informations (riverains et mairie) par une voie écrite (courriel ou courrier) et de conserver un justificatif. Elle a précisé que l'utilisation des réseaux sociaux n'était pas opportun.</p> <p>A la suite de l'inspection du 15 octobre 2025, l'exploitant indique que le chef de carrière informe la mairie par téléphone, qui elle-même retransmet l'information sur un écran numérique à l'extérieur de la mairie accessible à tous les riverains. Il n'y a plus d'information sur les réseaux sociaux.</p> <p><u>Non-conformité</u> : l'information a été transmise oralement et l'exploitant ne dispose d'aucun justificatif. Il n'est donc pas possible de déterminer la date à laquelle cette information a été communiquée avant la réalisation des tirs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Surveillance de la qualité de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières aux articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n°2515.</p> <p>Cette surveillance doit inclure un point de relevé des retombées de poussières à proximité de l'habitation la plus proche.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières dans l'environnement. Les mesures sont effectuées selon la norme NF X 43-007 de décembre 2008 relative à la méthode de prélèvements par plaquette de dépôt. La méthode des plaquettes « DIEM » consiste à la pesée de retombées recueillies sur un support métallique enduit d'un fixateur, de surface connue. Les données quantitatives sont exprimées en mg/m²/jour. Cette méthode permet d'appréhender les particules des plus grosses, dites sédimentables, dont le diamètre aérodynamique est supérieur à 75 m.</p>

<p>Trois plaquettes ont été disposées autour de la carrière et une plaquette au niveau de l'habitation la plus proche. Les mesures ont eu lieu par campagne de 20 à 29 jours à chaque trimestre de l'année.</p> <p>Les résultats des mesures sont inférieurs au seuil de 500 mg/m²/j, le maximum observé étant 171 mg/m²/j au sud-ouest de l'extraction lors de la campagne hivernale (février-mars 2025). Les résultats sont donc conformes à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tirs de mines (surveillance)

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/04/2024, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mine ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées selon les trois axes de la construction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser des mesures des vibrations à chaque tir de mines au niveau de 3 habitations (parfois 4). Les résultats des mesures de vibrations sont conformes à la réglementation applicable, pour chaque tir de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Tirs de mines (procédure de sécurité)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réaliser les tirs de mines non susceptibles de provoquer des incidents, l'exploitant est tenu de mettre en place une procédure assurant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le suivi de la foration et le relevé des éventuelles anomalies ; • la transmission des renseignements au personnel chargé du chargement ; • la prise en compte de ces anomalies et les mesures prises pour y remédier ; • la traçabilité de la réalisation des actions précitées.
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité</u> : l'exploitant n'a pas mis en place de procédure de sécurité concernant les opérations de foration et de minage de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à</p>

l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, tel que prévu à l'article 10, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique.</p> <p>Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH: compris entre 5,5 et 8,5 ; • MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; • Hydrocarbures : < 5 mg/l (norme NF T 90 114) ; • D.C.O. : < 125 mg/l (norme NF T 90 101). <p>Les analyses des rejets aqueux dans le milieu naturel en sortie du dispositif séparateur d'hydrocarbures doivent s'effectuer semestriellement auprès d'un organisme agréé et les résultats commentés sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour que les conditions de prélèvement soient optimales, un accès doit être aménagé en sortie du dispositif de traitement, au niveau du rejet dans le milieu naturel. Cet accès doit être réalisé dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers transitent par un séparateur d'hydrocarbures. L'accès a été aménagé.</p> <p>Un prélèvement a été réalisé par un organisme agréé le 26 juin 2025. Les résultats des différents paramètres analysés sont conformes à la réglementation applicable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats des mesures de la seconde campagne semestrielle de l'année 2025 ; - un justificatif montrant que le séparateur d'hydrocarbures est bien équipé d'un obturateur automatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Le brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : <u>Non-conformité :</u> l'inspection a constaté la présence d'opérations de brûlage à l'air libre sur le site de la carrière, incluant l'usage d'un barbecue ainsi que la combustion de déchets ménagers dans un fût métallique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois